

Rapport annuel 2021

Forum Civique Européen



Rassemblement nos forces pour un long chemin

Chères amies et chers amis,

Malheureusement, nous n'avons pas le temps de nous arrêter et de nous frotter les yeux pour dire: «What a wonderful world». Car ce monde merveilleux, tel que l'a chanté Louis Armstrong, est en grand danger. A peine deux années de pandémie éprouvante se sont-elles écoulées que nous nous trouvons, depuis le 24 février 2022, en pleine guerre d'agression russe contre l'Ukraine. Qui aurait prédit l'année dernière qu'une guerre terrible d'une telle ampleur bouleverserait l'Europe d'aujourd'hui?

L'année 2021 avait déjà été marquée par des catastrophes. Mais c'est la nature qui avait frappé. La plus grande inondation de l'après-guerre s'est abattue sur une partie de l'Allemagne de l'Ouest, où la population pensait jusqu'alors vivre dans une grande sécurité. L'été a été marqué par des conditions météorologiques extrêmes; de grands incendies de forêt ont fait rage dans toute l'Europe méridionale; des records de chaleur ont été enregistrés au Canada - ceci n'est qu'un petit échan-

tillon des signes alarmants du changement climatique et de l'état actuel de notre planète. Face à cette évolution inquiétante, notre engagement pour la préservation des fondements de la vie nous semblait presque insignifiant. Mais parce que nous nous savons en phase avec de nombreuses initiatives qui, tout comme nous, luttent à leur échelle pour une autre gestion des ressources naturelles de notre planète, nous ne perdons ni notre courage ni notre espoir de changement. De nombreux jeunes sont en route pour la justice climatique. Leurs mouvements ont été affectés par la pandémie et les mesures sanitaires restrictives, mais ce n'est qu'une question de temps avant qu'ils ne reviennent en force.

Outre les catastrophes naturelles, une autre catastrophe a également été présente au cours de cette année de référence 2021: celle des personnes en quête de protection provenant de zones de guerre et de crise aux frontières de l'Europe. En effet, ces réfugiés sont brutalement repoussés et même littéralement battus pour les

dissuader de rejoindre l'Europe. C'est pourquoi le terme «pushback» a été désigné en Allemagne comme le «Unwort des Jahres», le «plus mauvais mot» de l'année. Le terme anglais «pushback» signifie «repousser» et décrit depuis peu la pratique illégale des gardes-frontière européens consistant à refouler les migrants aux frontières. Le jury a décidé que ce terme enjolivait un processus d'expulsion qui prive les personnes de la possibilité d'exercer leur droit fondamental à l'asile.

En 2021, l'opinion publique européenne a non seulement continué à être confrontée au scandale permanent des migrants qui perdent la vie en Méditerranée, mais aussi à un nombre croissant de morts sur la route de l'Atlantique et aux frontières sur le continent européen. L'exode massif d'Afghanistan après la prise de pouvoir des talibans est venu s'ajouter comme un événement extraordinaire dont les conséquences à long terme ne peuvent pas encore être évaluées. Mais avec chaque «nouvelle» catastrophe humanitaire, de nouvelles forces de solidarité voient également le

jour. Nous avons essayé de les renforcer à nouveau au cours de cette année de référence 2021.

A l'heure actuelle, personne ne peut se targuer de présenter une solution miracle contre les catastrophes qui frappent notre planète. Nous dépendons d'une part de mesures courageuses de la part de nos gouvernements et des organisations mondiales, qui comme d'habitude, se font attendre, et d'autre part d'un regroupement des nombreux petits pas que nous pouvons faire en tant que lutins actifs et fées miraculeuses comme dans les contes de fées. Peut-être cela permettra-t-il un jour de chasser les cauchemars, voire de les empêcher. Alors, enfin, nous nous frotterons les yeux au réveil en disant «What a wonderful world». D'ici là, le chemin est encore long - mais nous devons le parcourir.

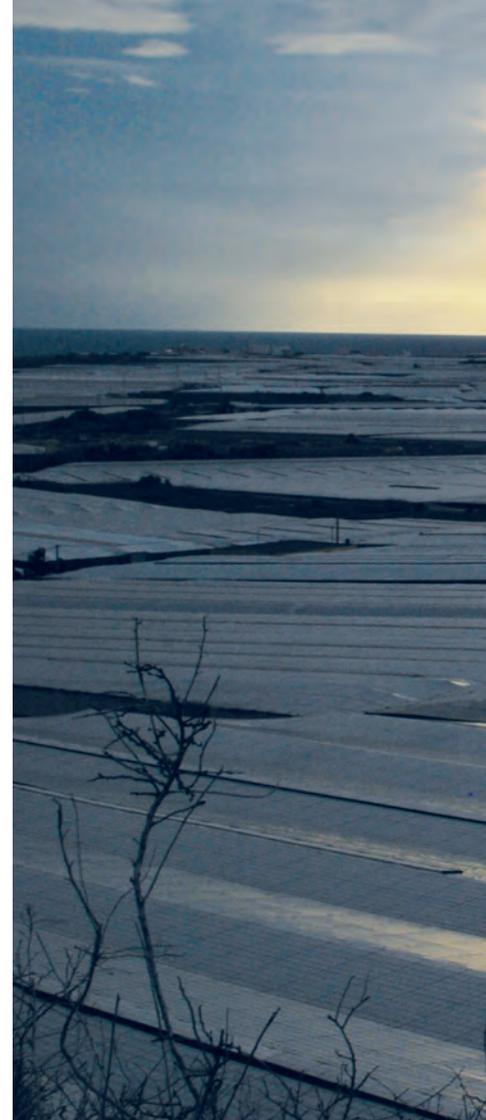
L'équipe du Forum Civique Européen (FCE)
Bâle, juin 2022

Migration & exploitation

Alors que les problèmes environnementaux s'aggravent, la «mer de plastique» d'El Ejido reste le principal centre de production industrielle de légumes. Celle-ci repose sur une exploitation impitoyable d'êtres humains sans défense.

Dans les serres, les travailleurs journaliers sont très souvent des réfugié.es et des sans-papiers.

En Europe ils ne trouvent pas la paix si ardemment souhaitée mais l'exploitation, la contrainte et l'escroquerie aux salaires.





Espagne

[El Ejido]

Depuis plus de vingt ans, le syndicat indépendant des travailleurs agricoles (SOC-SAT) gère trois bureaux syndicaux à Almeria, El Ejido et Nijar. Ces lieux de consultation et d'accueil ont été une réponse au pogrom contre les ouvrier.es agricoles marocain.es en 2000. L'ouverture de ces lieux a été rendue possible grâce au financement du FCE et d'autres organisations.

La présence de longue date du SOC-SAT a également porté ses fruits en 2021 - en tant que seul syndicat fortement actif dans cette région et ayant maintenu ses locaux ouverts pendant la pandémie pour répondre à la demande accrue d'aide et de conseils. Les nombreux procès contre l'exploitation systématique des travailleurs/euses avec l'assistance juridique du SOC-SAT sont généralement gagnés, car les entreprises et leurs propriétaires ne respectent guère le droit du travail. Au cours de l'année, le syndicat a réussi à faire élire des délégué.es dans certaines entreprises par le biais des comités d'entreprise et à exercer ainsi une influence sur les conditions de

travail. Il s'agit souvent - outre les producteurs de légumes - de grandes entreprises locales d'emballage et de distribution. Il s'agit des mauvaises conditions de travail tolérées par des certificateurs comme Biosuisse, Global Gap Demeter, Naturland, Euro leaf et par des chaînes de supermarchés.

Le jugement le plus important a certainement été celui contre EUROSOL. Les délégué.es du comité d'entreprise du SOC-SAT ont révélé une fraude de plusieurs millions de dollars que l'entreprise avait commise pendant des décennies à l'encontre des travailleurs.euses des serres et de l'industrie de l'emballage. L'entreprise n'avait pas payé correctement ses travailleurs.euses ni cotisé à la sécurité sociale pour les jours de congé auxquels iels avaient droit légalement. Le jugement de l'EUROSOL n'a été possible que parce que le SOC-SAT a travaillé avec persévérance ces dernières années pour obtenir une élection syndicale réussie, car seule une délégation syndicale est autorisée à déposer une plainte collective. Le juge a déclaré dans son jugement: «Pendant des décennies,

Récolte amère dans la mer de plastique



cela a été autorisé parce que personne ne le dénonçait». Cette victoire, qui aura des répercussions sur la vie de milliers de travailleurs.euses, a été possible grâce au courage du comité des travailleurs/euses d'Eurosol et au renforcement de l'assistance juridique par le SOC/SAT Almeria.

Ce fort engagement pour les droits sociaux ne concerne pas seulement les travailleurs.euses agricoles. Ainsi, le SOC-SAT a participé activement aux luttes dans les quartiers populaires comme «del Puche» ou «del Quemadero» contre les expulsions forcées, l'exclusion et la négligence institutionnelle. Dans ces quartiers, ce sont principalement des migrant.es qui vivent dans des conditions extrêmement mauvaises, dans des appartements et des caves vétustes et surpeuplés. Le FCE s'est lui-même rendu sur place avec une délégation de journalistes et d'activistes internationaux en novembre et décembre de l'année du rapport.

France

[Codetras*]

Depuis des décennies, des milliers de migrant.es travaillent dans des conditions inhumaines, non seulement dans le sud de l'Espagne, mais aussi dans le sud de la France, pour acheminer des légumes et des fruits bon marché vers les supermarchés. Aujourd'hui, il existe des entreprises spécialisées dont tous les bénéficiaires se basent sur cette exploitation.

Le 8 juillet 2021, le tribunal correctionnel de Marseille a condamné Terra Fecundis, une entreprise espagnole qui avait vendu dans le sud de la France des milliers de migrant.es d'Afrique et d'Amérique latine comme ouvrier.es agricoles à des exploitations agricoles industrielles. Pour la première fois, un tribunal a condamné ces pratiques courantes. Pendant une semaine, le tribunal a passé au crible les agissements douteux de cette entreprise: conditions de logement déplorables pour les travailleurs





et travailleuses intérimaires, détournement de millions d'euros de charges sociales de l'Etat, punition exemplaire des travailleurs.euses rebelles, non-respect des prestations obligatoires (paiement des heures supplémentaires, respect des pauses, soins aux employé.es malades).

Avec notre organisation partenaire CODETRAS, nous avons observé de près les changements de la migration de travail au cours des vingt dernières années. Grâce à son travail de recherche, de conseil aux personnes concernées et de soutien aux personnes souhaitant porter plainte, le CODETRAS est devenu la source la mieux informée pour de nombreux médias.

*Collectif de Défense des Travailleurs.euses Saisonnier.es: collectif de défense des travailleurs.euses migrant.es dans l'agriculture (dans les Bouches-du-Rhône).

Exode & exil

Partout aux frontières et aux abords de l'Europe, nous rencontrons des initiatives de personnes qui aident de manière désintéressée les réfugié.es et les migrant.es.

Elles s'opposent à la violence des murs de la forteresse Europe et résistent à l'inhumanité qui tend de plus en plus à se normaliser.

Le Forum Civique Européen (FCE) encourage et accompagne de telles initiatives par-delà les frontières.





Suisse

Volonté d'accueil des communes

En septembre 2020, les terribles images de l'incendie du camp de réfugié.es de Moria sur l'île grecque de Lesbos ont fait le tour du monde. Au lieu d'accueillir les réfugié.es en Europe, un nouveau camp, pire encore, a été créé. A partir de Pâques 2020, la vaste campagne «Evacuer MAINTENANT» avait déjà exigé l'accueil en Suisse. Les plus grandes villes suisses se sont déclarées prêtes à accueillir des réfugié.es des camps grecs. Le FCE avait renforcé la campagne en formulant et en diffusant une pétition que les habitant.es pouvaient adresser à leur commune respective. Ainsi, au cours de l'année 2021, de plus petites communes ont déclaré également être ouvertes aux réfugié.es.

Après l'incendie de Moria



Photo: Salomé Wiedmer

[Frontex et la Suisse]

En mai de l'année 2021, le FCE avait créé un comité ad hoc avec un avocat, une association d'avocat.es et plusieurs journalistes* afin de demander, conformément à la loi de la transparence, la transmission d'informations et de documents internes concernant la collaboration entre l'Administration fédérale des douanes (AFD)* et l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes Frontex. Le comité s'est montré préoccupé par la violation des droits humains aux frontières extérieures de l'UE avec la complicité de Frontex et a décidé d'enquêter sur le rôle de la Suisse au sein de cette agence. Après une procédure de conciliation, une plainte pourrait être déposée si l'AFD refuse de divulguer certains documents. Le comité était conscient du long chemin qui l'attendait, mais les premières étapes importantes ont pu être franchies avant la fin 2021.

[No Frontex!]

Le 22 septembre 2021, le Parlement suisse avait décidé de soutenir Frontex avec 61 millions de francs par an au lieu de 14 et d'augmenter le nombre de gardes-frontières - et ce malgré le fait que tout le monde savait que l'agence Frontex était impliquée dans des violations massives des droits humains. Plusieurs petites organisations qui s'engagent pour les droits des migrants ont donc décidé de lancer un référendum contre cette décision. Le FCE avait soutenu de son mieux la campagne pour l'aboutissement du référendum.

* Au 1er janvier 2022, l'AFD a été rebaptisée Office fédéral des douanes et de la sécurité des frontières (OFDT).

Croatie et Bosnie

[Des nouveaux liens]

En mars de l'année de rapport, le FCE a de nouveau envoyé une délégation internationale en Croatie et en Bosnie-Herzégovine afin d'approfondir les relations avec les initiatives d'aide déjà contactées les années précédentes ou d'en rencontrer de nouvelles. La situation à la frontière entre la Bosnie et la Croatie reste très brutale pour les migrant.es*. La délégation du FCE a pu nouer de nombreux nouveaux contacts avec des initiatives de la société civile qui viennent en aide aux réfugié.es et a décidé de leur apporter un soutien financier régulier. Il s'agit de plusieurs petites organisations à Zagreb, Velika Kladusa et Sarajevo, qui s'occupent aussi bien de l'aide matérielle, juridique, médicale et logistique aux migrant.es que de la documentation et de la dénonciation des refoulements illégaux aux frontières extérieures de l'UE, de la Croatie à la Grèce.



France

[Aide aux réfugié.es en détresse dans les Alpes]

De nombreux.euses réfugié.es d'Afghanistan, de Syrie et d'autres pays en guerre ou en crise tentent, au péril de leur vie, de traverser les Alpes entre l'Italie et la France afin d'atteindre un lieu sûr. Iels n'ont pas d'autre choix, car les frontières officielles - du Brenner à Vintimille en passant par Chiasso - sont hermétiquement fermées aux personnes en quête de protection. Le col de Montgenèvre est le théâtre de scènes d'horreur répétées. Des familles entières, des enfants et même des femmes enceintes, en route avec un équipement de montagne et d'hiver généralement totalement insuffisant, sont pourchassé.es par la police des frontières et souvent renvoyé.es en Italie.

Au début de l'année sous revue, le FCE a lancé en Suisse l'appel urgent «Sauvez les réfugiés en détresse dans les Alpes» afin de trouver un

soutien financier et matériel pour les initiatives d'aide sur place. Celles-ci ont installé un refuge dans un sanatorium désaffecté de la ville frontalière de Briançon, où les arrivant.es épuisé.es sont pris.es en charge. Le FCE a pu établir des liens étroits avec «Tous migrants», l'une des organisations les plus engagées, et avec de jeunes activistes qui organisent ensemble des maraudes nocturnes dans les montagnes pour sauver les réfugié.es. Plusieurs membres du FCE ont également participé régulièrement à ces actions.



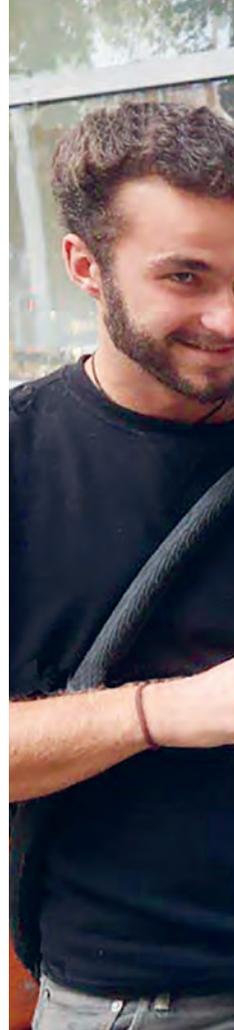
[Un solide soutien de la Suisse]

En octobre, le FCE a organisé une collecte de matériel pour équiper les migrant.es en vue de la traversée des Alpes et de la poursuite de leur voyage. Près de cinq tonnes de matériel solide (chaussures, sacs de couchage, sacs à dos et bien d'autres choses encore) ont été apportées aux points de collecte de Genève et de Bâle, puis transportées à Briançon dans quatre camionnettes.

[Observation d'un procès avec succès]

Le 9 septembre 2021, le verdict du procès en révision des «7 de Briançon» a été rendu public à Grenoble. Une procédure qui a duré plusieurs années et qui a mis les nerfs à rude épreuve a enfin trouvé son terme. Les sept ont été acquittés de l'accusation d'«aide à l'entrée illégale des étrangers» lors d'une marche antifasciste par le «Col de Montgenèvre» - un grand succès pour les sauveteurs.euses en montagne. Le FCE avait envoyé des observateurs.euses à toutes les audiences du tribunal, avait informé le public et soutenu financièrement la défense.

Après des années de lutte : Acquittement des 7 de Briançon - une victoire pour la solidarité





「Toutes aux frontières!」

Près de cinq mille manifestant.es se sont réuni.es à Nice le 5 juin 2021 sous le slogan «Toutes aux frontières» pour attirer l'attention sur la situation des femmes, des filles et des personnes LGBTIQ+ qui fuient leur pays - avant, pendant et après leur migration. L'un des résultats de cette journée a été la formulation et la diffusion d'une pétition adressée à la Commission européenne et aux gouvernements nationaux de l'espace Schengen, demandant la reconnaissance systématique des motifs spécifiques de fuite des femmes, des filles et des personnes LGBTIQ+ et garantissant leur protection. Plusieurs membres du FCE ont participé à la journée à Nice et «Archipel», le journal mensuel du FCE, a diffusé la pétition auprès du public.

Italie

[Criminalisation de la solidarité]

L'ancien maire du village de Riace, dans le sud de l'Italie, Domenico «Mimmo» Lucano, a été condamné le 30 septembre 2021 par un tribunal de Calabre à 13 ans de prison et 500.000 euros d'amende sous des accusations fallacieuses. Ce verdict scandaleux vise à détruire Riace en tant que modèle d'accueil humain et d'intégration des exilé.es. Mais le dernier mot n'a pas encore été dit. Domenico Lucano a fait appel. Le FCE a participé à la campagne de solidarité en cours pour Riace et Domenico.



Transports communaux dans les ruelles étroites de Riace

Espagne

[Îles Canaries]

La traversée de l'Atlantique a probablement été la route de fuite vers l'Europe la plus meurtrière de l'année 2021. Des côtes du Maroc jusqu'au sud du Sénégal, des personnes entreprennent la dangereuse traversée vers les îles Canaries sur des embarcations inadaptes à la haute mer. Au printemps et à l'automne de l'année sous revue, le FCE a envoyé une délégation à Tenerife et Gran Canaria.

En raison de l'arrêt des expulsions pendant la pandémie et de l'empêchement des réfugié.es de poursuivre leur voyage vers l'Espagne continentale, les camps d'accueil construits à la hâte se sont remplis bien au-delà de leur capacité. Lorsque les personnes qui s'y trouvaient ont protesté contre les conditions d'une violence inouïes, la situation a dégénéré et des bagarres ont éclaté. Le parquet a requis onze ans de prison, une peine totalement disproportionnée, à l'encontre des personnes impliquées. Un comité de soutien a tout juste pu organiser une assistance juridique, notamment grâce à l'aide financière du FCE. Les quatre accusés ont été condamnés à de faibles peines de prison avec sursis et libérés immédiatement après le procès. La criminalisation se poursuit malheureusement. Ainsi, de plus en plus de migrants sont également condamnés à de lourdes peines de prison en tant que passeurs présumés.

Une prison à Tenerife enferme des réfugié.es

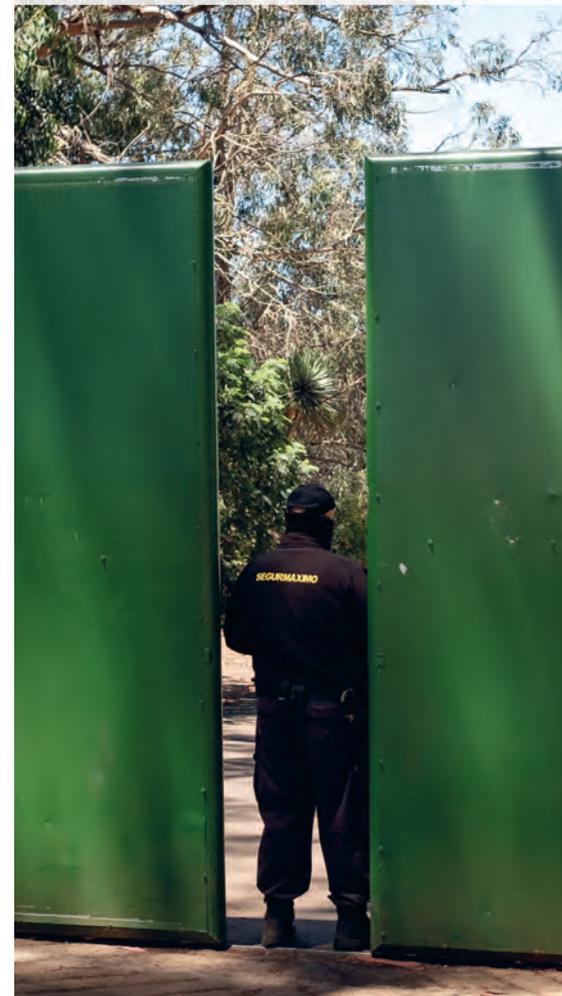


Photo: Houmer Hedayat & Stefan Borghardt

Ukraine

Réfugiés internationaux et internes

Le «Comité d'aide médicale en Transcarpatie» (CAMZ) fournit une aide médicale, sociale et sanitaire dans la région de Transcarpatie (Ukraine occidentale) sans discrimination nationale, ethnique, religieuse ou politique. Le comité réalise des projets en faveur des groupes de population socialement défavorisés : Malades, démunis, orphelins, jeunes et adultes handicapés, réfugié.es, migrant.es. Au cours de l'année de référence, le FCE a surtout soutenu le travail du comité

aux frontières extérieures de l'UE avec la Hongrie et la Slovaquie, qui a pour but d'améliorer à long terme la situation des droits humains des migrants internationaux. Après la révolution de Maïdan en 2014, l'annexion de la Crimée par la Russie et la guerre hybride dans le Donbass, le CAMZ avait également accueilli en Transcarpatie des personnes déplacées à l'intérieur de l'Ukraine et s'était occupé de leur prise en charge.

Biélorussie-Pologne-UE

Des jeux de pouvoir mortels avec des êtres humains

Début novembre 2021, plusieurs milliers de réfugié.es, dont beaucoup venaient d'Irak et de Syrie, étaient bloqués dans le no man's land entre la Biélorussie et la Pologne - dans la forêt, dans le froid, sans aucun approvisionnement. Le gouvernement polonais avait interdit l'accès à cette zone aux médias et aux organisations humanitaires et avait mobilisé des milliers de

policiers et de soldats pour « protéger » la frontière. Plusieurs morts ont été déplorées parmi les migrant.es. Le FCE a soutenu le « Grupa Granica », une association regroupant plusieurs organisations et comités de la société civile polonaise qui se sont portés au secours des personnes se trouvant dans le no man's land et à la frontière.

Protection contre l'arbitraire & la répression



Colombie

Pour un changement de société

D'avril à juillet 2021, des centaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue en Colombie. Au début des protestations, une grève générale a été déclarée et des manifestations de masse, pour la plu-

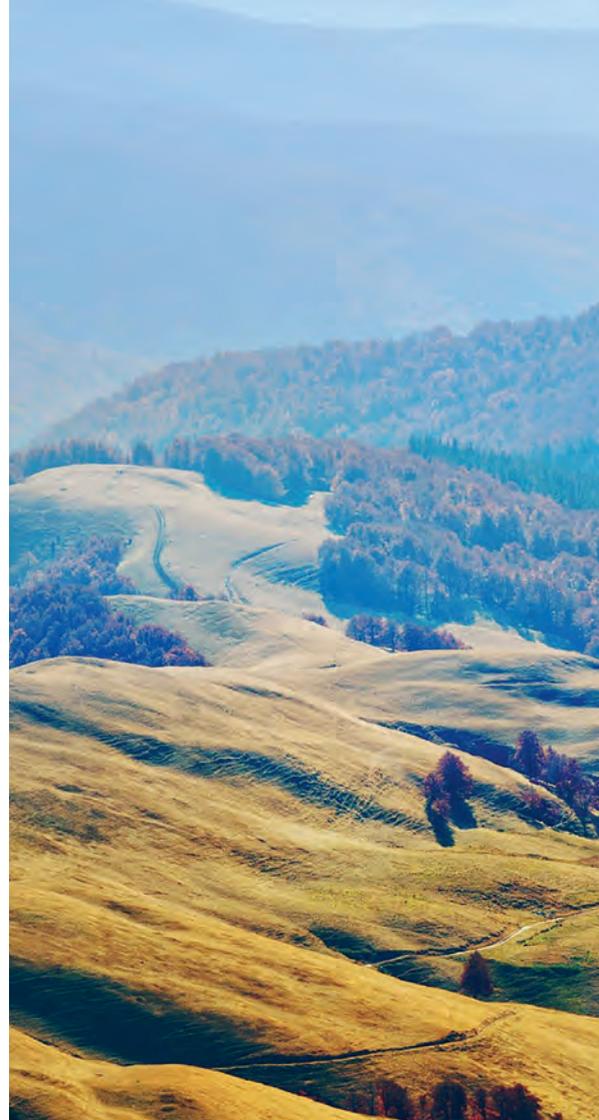
part pacifiques, ont eu lieu dans de nombreuses régions. Les gens réclamaient la justice sociale et un changement de société - loin de la violence systématique, vers un équilibre pacifique. Un mouvement

populaire d'une ampleur inédite avait vu le jour. Mais les protestations ont été réprimées avec une violence brutale: de nombreuses personnes ont été tuées, des centaines d'autres blessées, emprisonnées et torturées; beaucoup sont portées disparues. Parce que le FCE est lié depuis des années à des personnes, des mouvements et des projets en Colombie, il a participé à la solidarité avec le mouvement social à plusieurs niveaux:

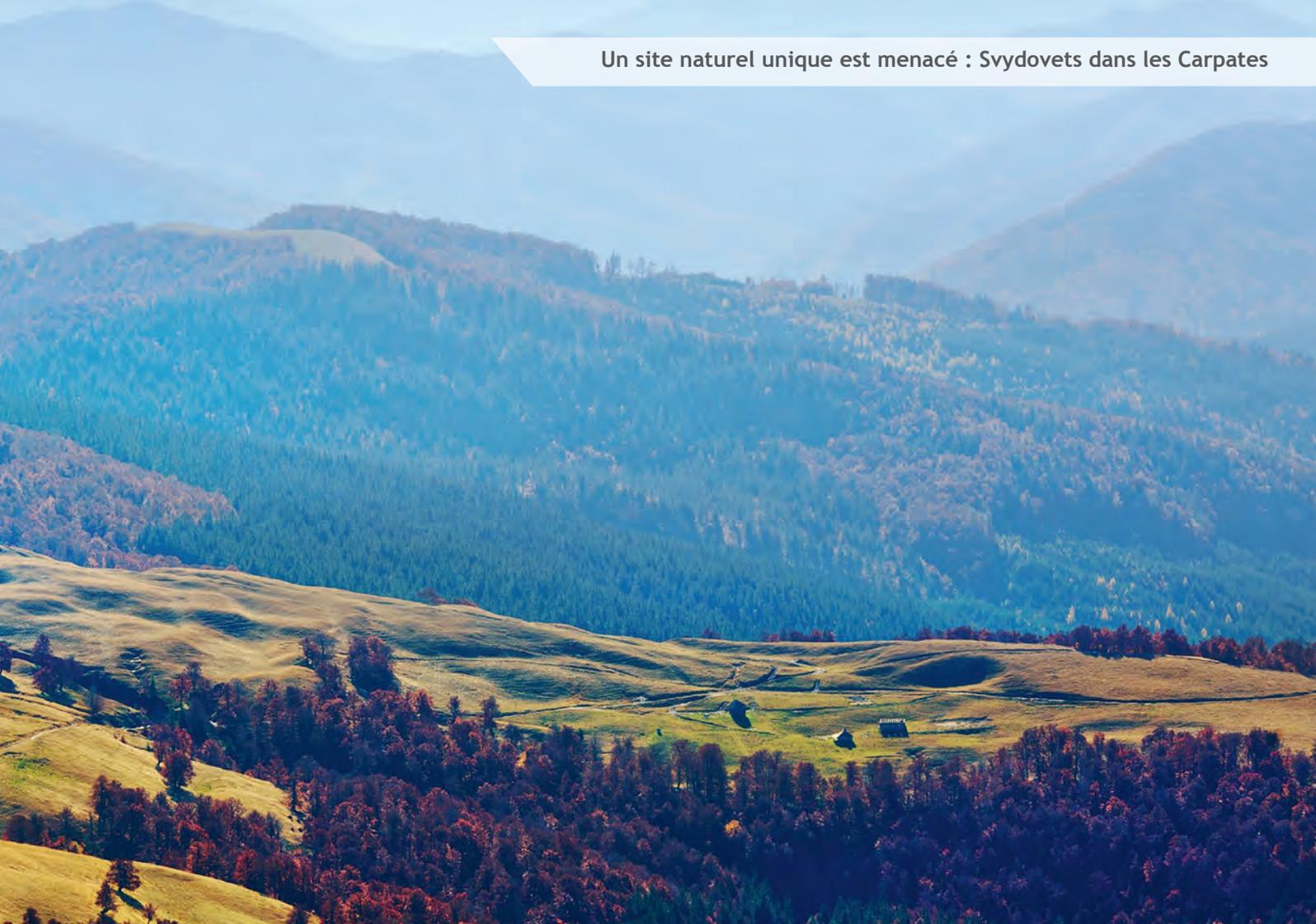
- lors de la mobilisation de parlementaires en Suisse et dans d'autres pays pour des interventions contre les violations des droits humains auprès du gouvernement colombien.
 - en formulant une lettre ouverte au Conseil fédéral pour lui demander d'offrir ses «bons offices» au gouvernement et au parlement colombiens en vue d'un dialogue avec le mouvement de protestation. En outre, il a été demandé que les représentant.es menacé.es des mouvements sociaux et écologiques obtiennent une protection en Suisse. Cette lettre a été signée par plusieurs centaines
- de soutiens du FCE et de lecteurs/trices de l'hebdomadaire WOZ. Le Conseil fédéral a répondu entre autres: «Elle (la Suisse) contribue à renforcer la protection et la participation active de la population dans les processus politiques. La Suisse continuera, et en particulier dans la situation actuelle, à apporter sa contribution à la paix et au maintien des droits humains en Colombie».
- en soutenant financièrement l'organisation de défense des droits humains «Temblores» en Colombie qui, d'une part, documente les cas de violations des droits humains par la police et l'armée et, d'autre part, apporte une assistance juridique aux activistes colombien.nes pris.es dans les filets de la justice et leur fournit des avocat.es. «Temblores» s'engage pour une réforme globale de la police.
 - en soutenant les efforts visant à mettre en sécurité les représentant.es de mouvements sociaux et écologiques menacé.es dans leur vie et leur intégrité physique dans d'autres pays.

Bases de vie & autonomie

Alors qu'il s'agit d'éviter une crise climatique d'une ampleur incommensurable, d'immenses surfaces de forêts continuent d'être détruites : pour l'agriculture et l'élevage industrialisés, les autoroutes et le tourisme de masse par exemple.



Un site naturel unique est menacé : Svydovets dans les Carpates



Ukraine

Protection des forêts des Carpates

Tout au long de l'année 2021, des représentants du FCE ont participé à une campagne internationale contre la destruction d'un paysage naturel unique. Il s'agit du massif montagneux boisé de Svydovets en Transcarpatie (Ukraine). Un oligarque ukrainien veut transformer cette région en un immense complexe de ski et de tourisme, ce qui détruirait à jamais l'équilibre écologique. En 2017, quelques villageois.es et des ONG ukrainiennes ainsi que des membres de la Coopérative Européenne Longo maï et du FCE ont fondé la plateforme «Free Svydovets» et s'opposent depuis à ce projet mégalomane. En Suisse, une campagne commune avec le Bruno Manser Fonds a vu le jour, qui dénonce en même temps les déboisements illégaux massifs de forêts primaires en Ukraine.



Abattage illégal de bois pour le marché européen à Svydovets



De plus, le gouvernement ukrainien veut attirer les Jeux olympiques d'hiver dans la région des Carpates forestières - un fait qui accélérerait la destruction de Svydovets. C'est pourquoi le FCE et de nombreuses organisations environnementales ont adressé une lettre ouverte au Comité international olympique (CIO) à Lausanne, à l'attention du Prince Albert II, président de la Commission pour la durabilité et l'héritage du CIO. Le texte met en garde contre les dommages irréversibles pour l'humain, l'animal et l'environnement ainsi que contre la corruption rampante causée par les mégaprojets prévus, comme la station de ski de Svydovets, et rappelle au CIO sa responsabilité globale envers l'environnement. Les organisations demandent au CIO de «n'accorder aucun soutien au gouvernement ukrainien pour ces projets hautement problématiques dans les Carpates et d'user de son influence pour l'empêcher de causer des dommages irréversibles à cette région de montagne en grande partie intacte».

Autriche

[Lobau reste!]

A partir d'août 2021, les chantiers d'une autoroute urbaine prévue dans la capitale autrichienne, Vienne, ont été occupés par des personnes, surtout des jeunes. Il s'agissait jusqu'à présent de la plus longue occupation contre un grand projet fossile dans l'histoire autrichienne. Le mouvement a survécu à une expulsion, à un incendie criminel, à des menaces de poursuites judiciaires qui veulent anéantir son existence et à des campagnes de désinformation



de la part des politiques. Depuis des décennies, il existe une résistance contre les autoroutes prévues au nord-est de Vienne. L'autoroute Lobau doit fermer le périphérique de Vienne - pour cela, un tunnel doit être percé directement sous la forêt alluviale de la Lobau, une partie du parc national Donau-Auen aux portes de Vienne - une intervention menaçante qui pourrait déséquilibrer l'écosystème sensible.

Les protestations des riverains et des écologistes ainsi que la résistance tant juridique que politique ont jusqu'à présent permis de retarder les projets destructeurs, mais pas de les arrêter définitivement. C'est pourquoi les riverain.es, les militant.es pour le climat et les citoyen.nes engagé.es dans différentes luttes se sont réuni.es pour porter la protestation directement sur les chantiers. Les pelleteuses sont restées à l'arrêt jusqu'à fin 2021. Un vaste mouvement avait vu le jour sous le slogan «Lobau bleibt !» (la Lobau reste), qui a marqué le début d'une nouvelle ère d'activisme climatique en Autriche. Des représentant.es du FCE/Autriche ont été actifs dans le mouvement au cours de l'année de référence et se sont fortement impliqués dans le travail de relations publiques.



Mexique-Europe

et les a mis en contact avec des initiatives amies. Le Voyage pour la vie a été conçu comme un double échange. D'une part, les zapatistes ont raconté l'histoire de leur révolte et de leur mode de vie et d'organisation et, d'autre part, les hôtes ont présenté leurs luttes et problématiques sociales et écologiques respectives. Un dialogue fructueux s'est ainsi instauré, dont les effets se feront encore sentir longtemps.

[Voyage pour la vie]

A partir de la mi-septembre 2021, 177 zapatistes du Chiapas (Mexique) ont parcouru l'Europe dans le cadre de leur «voyage pour la vie», ainsi qu'un groupe du « Congrès national indigène » mexicain, et ont rencontré des personnes de différents collectifs et projets en ville et à la campagne. Des représentants du FCE les ont rencontrés en Autriche, en France et en Suisse. Le FCE a participé financièrement, entre autres, aux frais de voyage du Mexique vers l'Europe

[Autres activités]

Le FCE a également soutenu des initiatives contre l'accaparement des terres en Roumanie et la mise en place de projets autogérés d'agriculture biologique et d'échange culturel en France, en Allemagne de l'Est et en Turquie.

Liban

Offrir une perspective aux réfugié.es

À l'été 2015, choquée par la fin brutale du «printemps arabe» et par les immenses souffrances de la population civile syrienne, une initiative de jeunes Français.es n'a pas voulu rester les bras croisés. Un an plus tard, les premiers paquets de semences ont pu être acheminés par camionnette au Liban, via la Turquie, dans un camp de réfugié.es situé tout près de la frontière syrienne. Deux mille mètres carrés de terrain ont été loués pour dix ans et toute une série de cours de formation et de perfectionnement ont été proposés sur les thèmes de l'agriculture et de la transformation. Pendant les mois d'été, plus d'une centaine de Syrien.nes, Libanais.es et Européen.nes participent généralement à ces cours.

C'est là qu'est né le réseau «Buzuruna Juzuruna» (Nos semences sont notre avenir en arabe). Le collectif cultive et multiplie plus de 300 variétés de légumes et de céréales qui étaient typiques de la région, mais qui ont été complètement éliminées par la soi-disant «révolution verte».





Les formations continuent de s'adresser principalement aux personnes qui ont fui leur pays, mais il y a aussi une demande croissante de la population locale. Une bonne partie de la dynamique provient du mélange entre les locaux, les réfugié.es syrien.nes et les ami.es de France. Par l'intermédiaire des réfugié.es, il existe également des contacts avec des petit.es paysan.nes en Syrie, qui ont à nouveau accès à des semences grâce à «Buzuruna Juzuruna».

Environ la moitié des quelques 1,5 million de personnes ayant fui la Syrie pour le Liban se trouvent dans la plaine de la Bekaa. La région est marquée par l'agriculture industrielle et de nombreux.ses réfugié.es travaillent et vivent dans des conditions très pénibles. Construire des alternatives sur place et permettre des formations reste une priorité de l'initiative.

Au cours de l'année de référence, un jeune réseau irakien a été accueilli, qui s'engage pour un modèle de développement rural basé sur des critères écologiques et des semences paysannes. Un premier pas vers des projets communs a été franchi.

Le FCE soutient depuis le début «Graines et Cinéma» devenu «Buzuruna Juzuruna» sur le plan logistique et financier.



Des semences pour tous.tes

Produire ses propres semences, c'est un premier pas vers l'autonomie alimentaire et une contribution essentielle à la conservation de la biodiversité. Le film pédagogique «Semences buissonnières» est conçu pour soutenir toutes les initiatives mondiales ayant trait aux semences. Il apporte également les connaissances botaniques de base permettant la production de semences. Il s'adresse à tous ceux qui veulent apprendre comment multiplier leurs semences de légumes. De nombreuses méthodes pour la culture, la récolte, le nettoyage et le stockage des semences y sont présentées.

Les 4 DVD décrivent les diverses manipulations et méthodes employées au cours de la culture, de la récolte, du tri et du stockage des graines. Le FCE a accompagné et soutenu la genèse et la production du film. Après trois ans de travail, les versions allemande, française et anglaise ont pu être pré-

sentées en septembre 2015. En 2017, le FCE a publié une version en espagnol (Amérique latine) et en portugais (Brésil).

Au cours de l'année sous revue, le site Internet a été amélioré, ce qui facilitera les futures traductions. Une traduction en néerlandais est venue s'ajouter aux six langues précédentes. Plusieurs langues étaient en cours d'élaboration durant l'année de référence et il est prévu de publier les versions ukrainienne et russe en 2022, malgré la guerre.

1^{ère} version en allemand, anglais, français
2^{ème} version en espagnol, portugais, anglais.
Un coffret 4 DVD: 436 min.
Prix: 58 CHF (envoi inclus)

www.diyseeds.org



ARCHIPEL

Zeitung des Europäischen BürgerInnenforums

[Archipel]

le mensuel du Forum Civique Européen

Depuis septembre 1993, Archipel paraît onze fois par an en allemand et français avec un tirage d'environ 5'000 exemplaires. Il est diffusé en partie par abonnement en Allemagne, Autriche, France et surtout en Suisse. De plus, Archipel est envoyé gratuitement à des contacts du FCE en Europe de l'Est, Afrique, Asie et en Amérique latine, qui ne peuvent se permettre de payer un abonnement. Archipel informe des activités du FCE, d'autres groupes ou individus, présente des reportages sur l'actualité politique, mais aussi des réflexions sur l'histoire et la philosophie.

Vous trouvez les archives d'Archipel sous:
www.forumcivique.org

Dons

Solidarité à long terme grâce aux paiements réguliers

Le FCE se veut solidaire dans des situations d'urgence, mais aussi promoteur de projets pérennes. Il a pour ambition d'initier des changements à long terme. En privilégiant l'auto-organisation et en mettant en réseau les initiatives émancipatrices, nous espérons faire des petits pas vers l'utopie d'un monde plus juste. Ce travail n'est possible que grâce au soutien de nombreux donateurs et donatrices. Pour rester indépendant, le FCE se finance essentiellement par des dons privés. Avec vos dons vous aidez à diffuser des informations, à envoyer des délégations d'observateurs et d'observatrices dans des zones de tension, à soutenir la création et le fonctionnement de structures d'accueil pour les sans-papiers et migrant.es ainsi que l'assistance juridique aux personnes nécessiteuses.

Le soutien avec des ordres de paiements réguliers par la poste (DD) ou la banque (LSV) ne génère aucun frais, ni à vous, ni à nous. A chaque débit, vous serez informé par votre banque ou la poste et il est à tout moment possible d'annuler le soutien par une simple signature.

Soutien financier:

Dons en CHF:

PC 40-8523-5

IBAN: CH24 0900 0000 4000 8523 5

BIC : POFICHBEXXX

Pour les virements en euros:

Compte auprès de la banque cantonale de Bâle:

BKB-EURO-KONTO

IBAN: CH56 0077 0016 5490 9272 8

BIC : BKBBCHBBXXX

L'association FCE est reconnue d'utilité publique en Suisse

Contacts FCE

Suisse:

Forum Civique Européen
St.Johanns-Vorstadt 13
CH-4001 Bâle
Tel.: +41-61-262 01 11
E-Mail: ch@forumcivique.org

Allemagne:

Hof Ulenkrug
Stubbendorf 68
D-17159 Dargun
Tel.: +49-399 59-20 329
E-Mail: de@forumcivique.org

France:

Hameau de St-Hippolyte
F-04300 Limans
Tel.: +33-492 73 05 98
E-Mail: fr@forumcivique.org

Autriche:

Hof Stopar
Lobnik 16
A-9135 Železna Kapla/
Eisenkappel
Tel.: +43-42 38-87 05

Ukraine:

Vul. Borkanyuka 97
UA-90440 Nizhne Selishche
Khust, Zakarpattia
E-Mail: ua@forumcivique.org

Roumanie:

Joachim Cotaru
Str. Bisericii 234
RO-557168 Hosman (SB)
E-Mail: ro@forumcivique.org

Mühle Nikitsch
Berggasse/Travnik 26
A-7302 Nikitsch/Filež
Tel.: +43-650/34 38 378
E-Mail: at@forumcivique.org

www.forumcivique.org



En faisant un don, un legs ou un héritage au Forum Civique Européen, vous contribuez à créer un avenir plus juste et à montrer un visage ouvert et amical de l'Europe.

Forum Civique Européen
St.Johanns-Vorstadt 13
Postfach 1848
CH-4001 Bâle
Tel.: +41-61-262 01 11
E-Mail: ch@forumcivique.org

Fotos: Houmer Hedayat, Stefan Borghardt, Esther Narbaud, Salomé Wiedmer und EBF-Archiv.

civique
forum!org